

étrangères (DFAE) a donc sollicité la présidente du Conseil national, Chiara Simoneschi, première citoyenne du pays, afin de s'entretenir avec le Dalaï Lama. «La rencontre aura vraisemblablement lieu le 6 août», a indiqué jeudi à l'ATS le porte-parole des services du Parlement Claudio Fischer. Par le passé, le chef spirituel tibétain a fréquemment séjourné en Suisse: depuis 1973, il a visité le pays à vingt et une reprises, selon le bureau du Tibet à Genève. Et dans les vingt dernières années, il a été reçu cinq fois par des conseillers fédéraux, de manière informelle cependant.

Source: 20 minutes

TIBÉTAINS: UNE ONG FUSTIGE LE NÉPAL

28 juillet 2009

D'après Campagne internationale pour le Tibet (ICT), le Népal, sous la pression de la Chine, réprime les réfugiés tibétains. L'ONG basée à Washington avertit que "les arrestations préventives de Tibétains, les contrôles d'identité et les perquisitions de domicile" contribuent "à une sensation générale de crainte et d'insécurité" parmi les exilés. Les autorités népalaises n'ont pas réagi dans l'immédiat à cette alerte. Mais le Népal considère que le Tibet fait partie de la Chine, qui est son principal partenaire commercial.

Source: leJDD.fr

MANIF À ZURICH POUR RÉCLAMER LA LIBÉRATION D'UN CINÉASTE TIBÉTAIN

31 juillet 2009

Une cinquantaine de Tibétains en exil ont manifesté vendredi matin devant le consulat de Chine à Zurich pour demander la libération du cinéaste tibétain Dhondup Wangchen.

Une manifestante est parvenue à s'enchaîner à une clôture mais la police a empêché deux hommes de faire de même. Les manifestants ont réclamé la libération immédiate du réalisateur emprisonné depuis mars 2008 en

Chine et dont le procès doit commencer dans les prochains jours.

Sans pression internationale, l'homme de 35 ans risque une "peine excessivement lourde", ont assuré les manifestants. Le cinéaste a été arrêté pour avoir tourné en secret un documentaire au Tibet. Dans ce cadre, il avait donné la parole aux habitants en leur demandant leur avis sur les Jeux olympiques de Pékin, le Dalaï Lama et le gouvernement chinois. Le détenu est actuellement malade et est privé d'accès à tout soin médical, a déclaré le porte-parole des manifestants

Source: ATS

MENACE CLIMATIQUE SUR LA LIGNE FERROVIAIRE LHASSA-GOLMUD

1er août 2009

Trois ans après son inauguration en juillet 2006, le chemin de fer qui relie le Tibet au Qinghai, puis au reste du réseau ferroviaire chinois, a transporté 8,3 millions de passagers, 62,2 millions de tonnes de marchandises, et atteint la vitesse record de 100 km/heure en zone de pergélisol, clamait récemment la presse officielle chinoise. Pourtant, l'impact du réchauffement climatique et de l'activité humaine sur la stabilité des sols gelés qui supportent l'ouvrage sur les hauts plateaux - l'un des grands défis techniques de sa construction - pourrait avoir été sous-évalué.

C'est la thèse avancée par le journaliste Abraham Lustgarten, également auteur d'un livre sur le train le plus haut du monde, dans un article consacré au sujet par la revue Scientific American. Près de 550 km de voies ferrées traversent des sols gelés, dont un cinquième sur des ponts surélevés, de façon à réduire les risques dans les zones les plus instables, qui peuvent former en saison chaude des marécages de faible profondeur.

L'utilisation de techniques de stabilisation thermique, comme le recours à des thermosiphons pour refroidir certaines zones clés sous la structure, permet en théorie de parer à un réchauffement des sols de 0,2 °C et de l'air de 2 °C pour les cinquante années à venir. Or, note Scientific American, "ces estimations, décidées en 2003, étaient les moins conservatrices". Selon des données de 2007 du programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) citées par le magazine, les zones de pergélisol des plateaux tibétains se sont réchauffées de 0,3 °C ces trente dernières années, et de 0,6 °C là où l'ac-

tivité humaine a dérangé les sols. Et tout porte à croire que le rythme va s'accroissant : 36 % du pergélisol des plateaux du Qinghai-Tibet auraient disparu entre 1975 et 1995, selon une autre étude du PNUE.

La région Qinghai-Tibet, qui joue avec ses glaciers le rôle d'une sorte de "troisième pôle" pour notre planète, est particulièrement vulnérable au réchauffement climatique, car les hautes altitudes produisent "un effet de loupe", expliquait, en mai, le chef de l'administration météorologique chinoise, Zheng Guoguang, lors d'une conférence sur les changements climatiques à Lhassa. Le Tibet se réchaufferait de 0,32 °C en moyenne tous les dix ans, contre un taux de 0,2 °C pour l'ensemble du monde. "Dans le pire des scénarios, un tel réchauffement pourrait faire fondre le pergélisol et menacer le chemin de fer", a prévenu M. Zheng.

En 2006, Wu Ziwang, un expert du laboratoire d'ingénierie des sols gelés de l'Académie des sciences chinoises à Lanzhou, dans le Gansu, s'était déjà inquiété du rythme de dégel du pergélisol "qui pourrait, dans dix ans, poser des problèmes de sécurité pour le chemin de fer Qinghai-Tibet, dont les travaux viennent d'être achevés", avait-il déclaré à l'agence Chine nouvelle. Selon M. Lustgarten, Wu Ziwang aurait été critiqué pour son franc-parler.

En mars, l'agence Chine nouvelle citait Yao Tandong, un chercheur de l'institut de recherches sur le plateau Qinghai-Tibet de l'Académie des sciences, qui se voulait plus rassurant sur la capacité de la structure actuelle à supporter un réchauffement des sols d'ici à 2050. Quelque seize stations automatiques d'observation de la stabilité du pergélisol doivent aussi être installées à partir de septembre, a rapporté Chine nouvelle.

Source: lemonde.fr

TRÈS COMBATIFS, LES AVOCATS DES DROITS DE L'HOMME SONT DE PLUS EN PLUS RÉPRIMÉS EN CHINE

1^{er} août 2009

L'arrestation, mercredi 29 juillet à l'aube, à Pékin, de Xu Zhiyong, 36 ans, l'un des fondateurs de Gongmeng, l'organisation qui sert de plate-forme aux avocats des droits de l'homme et dont les autorités ont décrété la fermeture le 17 juillet, marque une escalade dans l'offensive menée contre un mouvement de plus en plus combatif. Responsable légal de l'association, Xu Zhiyong devait se rendre, vendredi, à l'administration des impôts qui, depuis la mi-juillet, s'est attaquée à Gongmeng pour évasion fiscale, selon l'avocat Li Xiongbing, qui y a représenté l'association.

Le 29 juillet, la police de Pékin a aussi perquisitionné les locaux de l'association Yi Ren Ping, qui combat les discriminations dont sont l'objet les malades de l'hépatite ou du sida. Elle avait également assisté les victimes de la contamination du lait à la mélamine aux côtés des avocats de Gongmeng. Pour Gongmeng, tout a commencé le 14 juillet par une lettre annonçant un redressement fiscal de 1,4 million de yuans (1,9 million d'euros). Xu Zhiyong a expliqué dans un communiqué, publié le lendemain, les "aberrations légales" du redressement fiscal. Les revenus de Gongmeng, issus de donations de la Yale Law School aux Etats-Unis, ont été dûment déclarés, sauf pour des sommes avancées mais non encore assignées à des projets. Le 17 juillet, les locaux de Gongmeng, à Pékin, faisaient l'objet d'une descente de police, au prétexte que son centre légal de recherche opère comme une ONG sans en être une. Comme nombre d'entités chinoises à vocation d'ONG, Gongmeng a le statut d'un cabinet de consultants en Chine. En réalité, Gongmeng avait bien été enregistré comme une association à but non lucratif à sa fondation en 2003, mais les autorités avaient ordonné sa fermeture un

an après.

Les avocats liés à Gongmeng se sont saisis ces dernières années de dossiers juridiques particulièrement sensibles. Outre les victimes de la contamination du lait à la mélamine, ils défendent des pétitionnaires harcelés par la police, des membres du mouvement religieux Falun Gong, ainsi que des Tibétains. Ils se sont mobilisés contre l'installation obligatoire d'un logiciel de censure sur les ordinateurs chinois. En juin, Gongmeng a publié une enquête extrêmement critique de la politique officielle de développement économique au Tibet.

La mise au pas de Gongmeng est la dernière en date des représailles envers les avocats des droits de l'homme. Plus d'une vingtaine d'entre eux n'ont pas pu renouveler leur licence, fin mai, à la suite de pressions exercées par les autorités de tutelle sur les firmes qui les emploient. L'enlèvement de militants par des équipes de la sécurité d'Etat est une autre méthode d'intimidation. Teng Biao, un des fondateurs de Gongmeng, fut ainsi enlevé en mars 2008. Avocat, professeur de droit à l'université des télécoms de Pékin, et représentant au Congrès du peuple de l'arrondissement de Haidian à Pékin (où il a été réélu en 2006 pour cinq ans), Xu Zhiyong était constamment sur le terrain, recueillant les témoignages de pétitionnaires rossés à l'hôpital. Ce partisan de la non-violence a également affronté les gardes de "prisons secrètes" où d'autres militants sont détenus, à Pékin.

"Les autorités ont longtemps considéré les ONG, surtout celles comme Gongmeng, comme des éléments hors du système, manipulés par les pays occidentaux et susceptibles de déclencher une "révolution de couleur" en Chine", nous expliquait récemment l'avocat Li Fangping, l'un des proches collaborateurs de l'ONG.

Source: lemonde.fr

LE REPRÉSENTANT DU DALAI LAMA EN SUISSE EST DÉÇU

3 août 2009

En décidant de ne pas rencontrer le chef religieux tibétain, le gouvernement suisse envoie un mauvais signal, estime Kelsang Gyaltsen, le représentant européen basé en Suisse du Dalaï Lama.

Le chef spirituel et Prix Nobel de 74 ans effectue sa 22e visite en Suisse cette semaine pour dispenser des cours et des conférences sur le bouddhisme et la paix.

Le Conseil fédéral a suscité la controverse en renonçant à le recevoir officiellement, certaines voix critiques l'accusant de céder aux pressions de la Chine.

swissinfo.ch: Comment réagissez-vous à l'attitude du gouvernement suisse?

Kelsang Gyaltsen: Sa Sainteté ne souhaite causer aucun embarras à aucun gouvernement qui l'accueille. Cela ne lui pose aucun problème.

Mais, en tant que Suisse et Tibétain, je suis déçu de cette décision. Elle est improductive et n'envoie pas un bon signal pour que les autorités chinoises revoient leur politique à l'égard du Tibet et des autres minorités chinoises. J'ai l'intime conviction que des membres de la communauté internationale doivent demander clairement au gouvernement chinois de renoncer à la pression et au harcèlement pour régler la question du Tibet par le dialogue et la négociation.

En tant que Suisse et Tibétain, je crois aussi que cette décision ne sert pas les intérêts de la Confédération. Celle

-ci est connue pour se consacrer aux valeurs et traditions humanitaires ainsi qu'aux idéaux de liberté et de démocratie. En décidant de ne pas rencontrer le Dalaï Lama, le Conseil fédéral porte atteinte d'une certaine façon à la crédibilité de la Suisse en tant que représentant de ces valeurs au sein de la communauté internationale.

swissinfo.ch: Quelles sont les perspectives d'un rapprochement entre les Tibétains en exil, dirigés par le Dalaï Lama, et le gouvernement chinois?

K.G.: La situation au Tibet est très sombre. Il y règne une atmosphère d'intimidation et de peur.

La plupart des régions sont toujours fermées et aucun touriste ou étranger ne peut s'y rendre. On nous rapporte quotidiennement des arrestations et de lourdes condamnations contre des Tibétains. Les mesures de sécurité semblent toujours importantes et l'armée est présente dans de nombreuses régions. En outre, selon des informations récentes, les Chinois ont installé des caméras pour surveiller les mouvements des gens, y compris dans des endroits reculés.

Les restrictions de mouvement sont très sévères et, dans certaines villes, il faut demander une autorisation pour se rendre d'un quartier à l'autre.

swissinfo.ch: Plus le Dalaï Lama avance en âge, et plus la question de sa succession devient sensible. Vous faites-vous beaucoup de soucis pour l'avenir, une fois qu'il ne sera plus là?

K.G.: Bien sûr que l'absence du Dalaï Lama sera une grande perte pour le peuple tibétain, incontestablement.

Mais Sa Sainteté et le gouvernement tibétain en exil s'y préparent en déployant de grands efforts pour démocratiser nos institutions et notre société. L'avenir ne dépend pas seulement d'une personne et la responsabilité de la liberté des Tibétains est assumée par chacun d'entre eux.

Depuis 2001, nous avons créé un pouvoir politique. Tous les Tibétains en exil élisent le premier ministre du gouvernement en exil. Nous disposons donc déjà d'institutions démocratiques saines et de structures démocratiques.

Nous croyons que le Dalaï Lama va vivre de nombreuses années encore. Il est en excellente santé et nous avons donc toutes les raisons de penser que sa durée de vie sera plus longue que celle du Parti communiste chinois.



Kelsang Gyaltzen

swissinfo.ch: Avec d'autres orphelins tibétains, vous avez reçu l'asile en Suisse en 1963, où vous êtes resté depuis vos 11 ans. Quelle est votre relation avec vos deux pays?

K.G.: Je suis Suisse et Tibétain. Je suis très reconnaissant envers la Suisse qui m'a donné un second chez-moi. Je pense que les valeurs et traditions humanitaires de ce pays ainsi que l'his-

toire de sa liberté et de sa démocratie ont joué un rôle très important dans la construction de ma vision du monde et de mes propres valeurs.

En même temps, même si j'ai grandi en Suisse, j'ai grandi parmi des Tibétains et un moine tibétain m'a enseigné le bouddhisme, la langue et l'histoire de mon pays d'origine. Les concepts et valeurs bouddhistes constituent donc une part essentielle de mon être.

Je crois qu'il existe un lien psychologique et émotionnel puissant entre Suisses et Tibétains. Ces deux peuples ont une forte identité de montagnards. Les deux pays sont petits, pris en sandwich entre de grands voisins et, par conséquent, sont très fiers de leur identité propre.

Je me sens chez moi en Suisse. Mes enfants sont nés ici et vont à l'école ici. La Suisse est devenue ma deuxième maison, dans le vrai sens du mot.

Source : swissinfo.ch

GENÈVE SE MET EN FRAIS POUR LE DALAÏ-LAMA

4 août 2009

Alors que la semaine passée, les autorités du bout du Léman jouaient l'indifférence face à la venue du leader du Tibet le 6 août, le maire de la Ville a finalement décidé de l'«inviter». Le Tibétain est arrivé lundi à Lausanne en provenance de Francfort. Parmi les autorités, il était le seul à être disposé à accueillir le Dalaï Lama à l'aéroport de Genève. Il l'attendait de pied ferme hier. Mais voilà: le leader du Tibet n'est pas venu. Et le président du Grand Conseil, l'UDC Eric Leyvraz, n'est pas content. «J'avais bloqué tout mon lundi pour recevoir le Dalaï Lama à Cointrin. Hier matin, on nous a confirmé sa venue. Ils sont très mal organisés», s'emporte le premier citoyen du canton. Ou alors est-ce Genève qui s'emmêle les pinceaux? Selon le porte-parole de l'aéroport, Bertrand Stämpfli, «il n'a jamais été question que le Dalaï Lama arrive à Cointrin. Au protocole, on ne l'attend que pour son départ». Le Dalaï Lama a en fait atterri à la Blécherette, à Lausanne, en provenance de Francfort... Il s'est ensuite rendu à l'hôtel Beau-Rivage.

«Tradition d'hospitalité»

Pendant qu'Eric Leyvraz attend, la Ville se ravise et «invite» le Tibétain. Après avoir clamé que le protocole n'exigeait pas des autorités municipales qu'elles accueillent le Dalaï Lama,

qui sera dans la Cité de Calvin le 6 août, le maire, Rémy Pagani, explique désormais qu'il juge «opportun de le recevoir, dans le cadre de la tradition d'hospitalité de Genève». Un revirement après l'indifférence affichée par la Ville et le canton. Le Conseil d'Etat, lui, continue à se taire. Les 4 et 5 août, le Dalaï Lama s'exprimera à la patinoire lausannoise de Malley devant 12000 personnes sur «l'art du bonheur». Le 7, il participera à une conférence sino-tibétaine à Genève. S'il répond favorablement à l'invitation de la Ville, l'honneur de le recevoir reviendra à l'édile Patrice Mugny, le maire étant en vacances. Quant au Conseil fédéral, le Dalaï Lama a confié dans une interview accordée au Tages-Anzeiger ne pas être offusqué du fait que Berne ne le reçoive pas, son voyage n'étant pas motivé par des raisons politiques.

Source : LeTemps.ch

L'AMBASSADE DE CHINE A BERNE A REAGI AUX PROPOS DU DALAI LAMA SUR LE TIBET LES JUGEANT POLITIQUES

4 août 2009

Les propos du Dalaï Lama montrent que le chef spirituel des Tibétains n'est "pas une simple personnalité religieuse", juge l'ambassade de Chine en Suisse, qui prendra contact avec le Département fédéral des affaires étrangères. "Nous avons l'habitude de ne pas écouter ce qu'il dit et de ne regarder que ce qu'il fait", a relevé le conseiller politique de la mission chinoise. "Il a dit

qu'il ne venait pas pour la politique et ce qu'il fait montre le contraire." Interrogé avant la venue du Dalaï Lama, le diplomate chinois avait espéré que la Suisse n'offrirait aucune plateforme aux "propos séparatistes" du Dalaï Lama.

Source : tsr.ch

LA «DALAI-MANIA» EST À DOUBLE TRANCHANT

4 août 2009

Les apparitions du chef spirituel et politique tibétain suscitent de fortes allergies chez les dirigeants chinois et une grande fascination en Occident. Mais la médiatisation qui le projette en plein «star system» n'est pas du goût de tous.

«Beaucoup de Tibétains nés en Suisse ne connaissent rien du Tibet, ils sont aveugles. Le Dalaï Lama? Je n'ai aucun intérêt pour lui, mais il est intelligent», déclare cette Chinoise de Suisse.

«C'est surtout un bon acteur, renchérit cette autre. Mes amis sont fâchés et ont même parlé d'aller manifester à Lausanne. Nous ne comprenons pas cette idéalisation d'un personnage si peu démocratique», ajoute-t-elle.

Tout en admettant que «c'est de la propagande politique», les deux jeunes femmes expliquent qu'elles ont appris à l'école que «le peuple tibétain a toujours été pauvre et à la botte du riche haut-clergé bouddhiste».

Elles estiment que «ce système qui mélange politique et religion est dépassé» et, surtout, que «le Dalaï Lama ne cherche qu'à retrouver son royaume».

La première ajoute que «la Chine a beaucoup investi pour développer le Tibet. Et la seconde que «les Chinois ont d'autres priorités que la question tibétaine: se développer eux-mêmes».

Nationalisme et incompréhension

«Ces commentaires sont significatifs, car les Chinois sont très nationalistes et incapables de comprendre cet engouement occidental», explique un sinologue genevois qui (comme nos interlocutrices chinoises) souhaite rester anonyme.

«La question Chine-Tibet est aussi vaste que celle de l'Alsace-Lorraine au 20^e siècle et repose la question de l'Etat-nation, ajoute cet expert. Par ailleurs, la fascination de l'Occident pour le bouddhisme tibétain (plutôt que les autres) me laisse particulièrement songeur: je ne me l'explique que par l'appel d'air créé par notre propre vide ambiant.»

Pour Jean-Marc Falcombello, les attentes créées par la crise spirituelle de l'Occident se nourrissent de l'image parfaite du Dalaï Lama: «Son image – et non pas lui-même – est pratique car elle répond aux attentes, si bien qu'il devient une sorte d'acteur d'un film dont il n'aurait pas écrit le scénario.» Ce reporter, connaisseur de l'Asie et bouddhiste, se refuse à préciser si le Dalaï Lama est une victime consentante ou l'organisateur du battage médiatique.

Au-delà de la réalité, cette image crée une confusion des genres. «L'idée que la puissance de l'image du Dalaï Lama est un soutien puissant à la cause tibétaine ne tient pas debout, car si c'était le cas, la situation du Tibet aurait avancé vers une solution, ce qui n'est manifestement pas le cas», regrette-t-il.

En cinquante ans, aucun Etat occidental n'a en effet reconnu le gouvernement tibétain en exil, dirigé par le Dalaï La-

ma. Lors de ses 21 visites en Suisse, le Prix Nobel de la paix n'a jamais été reçu officiellement par la Confédération. Pour sa 22^e visite, il devra se contenter de la présidente de la Chambre basse, ce qui a suscité la controverse des nombreux défenseurs de la cause tibétaine.

Confusion des genres

Claude Levenson, journaliste et auteure de plusieurs livres sur ces questions, déplore «l'organisation un peu trop professionnelle» de ces deux jours d'enseignement qui ressemble plus au concert d'une pop star que d'un maître spirituel.

«Mais les récentes émeutes dans l'est de la Chine ont montré que les Ouïgours dérangent moins Pékin que les Tibétains, poursuit-elle. Résultat, ces derniers bénéficient d'une oreille plus attentive dans l'opinion et certains milieux politiques qui, cependant, mettent en balance leur sort politique et la réalité des rapports de forces politiques et économiques.»

Claude Levenson relève qu'«il y a des jeunes qui ressentent beaucoup de frustration et remettent en question l'approche pacifiste du Dalaï Lama mais qui ne remettent pas en question la validité du comportement de celui-ci, c'est toute la contradiction.»

Personne ne peut nier en effet que la médiatisation du maître spirituel empêche la souffrance du peuple tibétain de tomber dans l'oubli. Mais, paradoxalement, la confusion des genres entre religieux et politique facilite la position de Pékin, selon Jean-Marc Falcombello. Lequel relève par ailleurs cette «ironie» qui impose au parti communiste chinois d'avoir à se mêler des affaires religieuses tibétaines.

Ce qui compte, ce sont les gens

«Quant à la population chinoise, elle sait fort bien que les Tibétains ne sont pas Chinois mais elle est tout aussi fascinée que les Occidentaux par cette 'terre pure' très prisée par les touristes chinois.»

Pour S.H., dissident chinois à Hongkong, la question n'est pas l'indépendance ou non du Tibet. «Ce qui est important, ce sont les gens. Les Hans (majorité chinoise) et les Tibétains sont voisins, ils doivent trouver une solution s'ils ne veulent pas payer un prix trop sanglant.»

Pour ce syndicaliste, l'essentiel est de faire progresser les droits en Chine comme au Tibet. «En cela, je respecte le Dalaï Lama, parce qu'il place les êtres humains au centre de sa vision spirituelle.»

Le plus urgent est que les Tibétains préservent leur culture et leur religion sans attendre une indépendance politique. «Quand quelqu'un saigne, il faut arrêter immédiatement l'hémorragie, même avec de faibles moyens», conclut le dissident.

A entendre certains sinologues, des historiens officiels commencent à reconnaître que l'idée de grande nation chinoise n'existait pas avant 1911 et, surtout, l'arrivée des communistes. «C'est un grand pas en avant et ce n'est peut-être que le premier», souhaite Jean-Marc Falcombello.

Source: swissinfo.ch

JEUX OLYMPIQUES - PÉKIN UN AN APRÈS

Pas d'héritage durable

5 août 2009

L'impact des Jeux olympiques de Pékin reste visible un an plus tard sur la capitale chinoise, notamment dans le domaine de l'architecture et des infrastructures, mais l'événement ne l'a pas transformée en profondeur.

Un an après les JO, Pékin s'est certes transformée, mais moins qu'il n'y paraît quand on y regarde de plus près. Pékin s'est notamment doté d'installations sportives de haut niveau, signalant l'entrée de la Chine dans l'âge technologique avec l'allumage de la flamme olympique le 8 août 2007. La capitale est aussi, depuis lors, maillée de nouvelles lignes de métro qui transportent des millions de travailleurs chaque jour. Mais, un an plus tard, la ville est de nouveau noyée dans le smog et le nombre de dissidents arrêtés au cours de l'année écoulée a fait oublier les promesses pré-olympiques d'avancées magistrales sur le front des droits de l'Homme.

« A part pour les infrastructures, dont certaines montrent déjà des signes exceptionnels d'usure, la contribution de ces Jeux a été nulle. Les JO ont été un événement plaisant, sans impact direct, significatif, qui change la façon dont la Chine est gérée ou la direction vers laquelle elle s'achemine », estime Russell Leigh Moses, un universitaire basé à Pékin.

Beaucoup de Chinois ne partagent pas ce point de vue. Pour eux, ces Jeux internationalement salués comme un succès, après des préparatifs quasi-parfaits, ont eu un impact profond sur la société.

Surtout, la Chine est devenue la première puissance olympique avec 51 médailles d'or sur un total de 100. « Les Jeux de Pékin ont marqué un des grands moments de l'Histoire chinoise. Ils ont montré au monde et au peuple chinois que nous sommes de nouveau forts et capables », déclare ainsi Wei Qiming, un homme d'affaires de Pékin. « Ils ont

aussi mis en lumière la force de la direction du parti (communiste) et du gouvernement », ajoute Wei. A l'instar de Wei, de nombreux Chinois pensent que les JO ont été une opération bénéfique pour le prestige des autorités communistes, tout en ayant vu l'émergence de la Chine en tant que nation sportive. Mais sur le plan des droits de l'Homme, les JO n'ont pas tenu leurs promesses, ni celles du gouvernement. En fait d'ouverture, les dissidents ont été muselés, ou même éloignés de Pékin pendant l'événement, tenu dans une atmosphère de haute sécurité.

Depuis les Jeux, on n'a pas vraiment vu de relâchement du contrôle de la société civile et de la dissidence. En fait (il y a eu) un accroissement assez sérieux de l'étouffement de la dissidence », estime Phelim Kine, de l'organisation Human Rights Watch.

Un des signes les plus flagrants, « très inquiétant », pour Kine, a été l'arrestation de Liu Xiaobo, figure de proue du mouvement démocratique de Tiananmen de 1989, qui a été en décembre dernier l'un des signataires de la Charte 08 appelant à des réformes démocratiques. Phelim Kine met aussi l'accent sur la poursuite de la répression sur les régions rétives du Tibet et du Xinjiang. Un autre domaine sur lequel les Jeux n'ont eu que peu d'impact est l'environnement. Si Pékin a réussi l'exploit de contrôler ses niveaux de pollution en faisant cesser presque toute activité dans la capitale, un an plus tard, la cité de 18 millions d'habitants est à nouveau nimbée de son légendaire brouillard pollué.

A part les plus polluantes d'entre elles, qui ont été démenagées, les usines tournent à nouveau et si des restrictions de circulation restent en vigueur, la capitale continue de voir son parc automobile se gonfler de 1 500 voitures chaque jour.

Source : www.lequotidien.re

QUATRE ÉCRIVAINS TIBÉTAINS EMPRISONNÉS POUR AVOIR CRITIQUÉ LES AUTORITÉS DE PÉKIN

6 août 2009

Reporters sans frontières est choquée d'apprendre l'incarcération de quatre auteurs tibétains, annoncée le 3 août 2009 par la blogueuse tibétaine "Woesser", et confirmée par d'autres blogs locaux, tous bloqués depuis (Aryatara, Ganglin, Sangge, Lmgo). Trois des auteurs ont été arrêtés au cours du premier semestre 2009, tandis que le dernier est détenu depuis mars 2008. "La répression des auteurs tibétains doit cesser! L'impossibilité pour les écrivains et journalistes de cette province chinoise de s'exprimer librement et de critiquer les autorités de Pékin et la politique du Parti Communiste Chinois (PCC) est une honte pour la Chine. La plupart sont détenus sans avoir été jugés et leur lieu de détention est inconnu. Apprendre l'incarcération de plusieurs personnalités réputées, parfois plus d'un an après les faits, est par ailleurs symptomatique de la difficulté d'obtenir des informations sur le Tibet", a déclaré l'organisation. Selon un article mis en ligne le 3 août par la blogueuse "Woesser" (Invisible Tibet), Zhuori Cicheng, 27 ans, fondateur de la revue littéraire "La vie de la neige", a été emprisonné le 2 avril 2009, pour avoir écrit des articles "incitant au séparatisme". Toujours selon la même source, le moine Gang Ni, auteur notamment de "Qui sont les vrais séparatistes?" et "Tibétains, nous devons reconnaître la vérité sur le sida", a été emprisonné le 17 mars dernier. Le 25 janvier 2009, le journaliste Tashi Rabten, connu sous le nom de plume "Therang", a publié à son propre compte 1000 exemplaires du "Livre de Sang", un recueil de trente-deux articles qui décrivent les émeutes de mars 2008 ayant secoué le Tibet. Therang a été ensuite arrêté la semaine dernière, le 27 juillet. Il est détenu depuis dans une prison de Ruergai dans le Sichuan (sud-ouest de la Chine). Enfin, après avoir dénoncé la sanglante répression des émeutes de mars 2008, Kang Gongque, fondateur du journal de l'université de Barkham au Tibet et éditeur du journal "Gangsai Meiduo", a été arrêté le 20 mars 2008, alors qu'il se trouvait dans le temple Luomo dans le Qinghai (ouest de la Chine, nord du Tibet). Depuis, il purge une peine de deux ans dans une prison de Chengdu, dans la province du Sichuan.

Source : *Reporters sans frontières*

RENCONTRE ENTRE CHINOIS ET TIBÉTAINS À GENÈVE

6 août 2009

Après un séjour lausannois plus religieux que politique, le Dalaï Lama a ouvert jeudi à Genève une conférence pour faire dialoguer Chinois et Tibétains. Le chef spirituel a insisté sur la non-violence et le maintien du Tibet en Chine.

"Il est dans l'intérêt de tous de trouver une solution réaliste à la question tibétaine", a déclaré jeudi devant les médias le Dalaï Lama. A Genève pour ouvrir une conférence pour le dialogue sino-tibétain, il a insisté sur la non-violence et le maintien du Tibet en Chine.

Critiquée par un certain nombre de Tibétains, cette stratégie est peu à peu payante, a déclaré le chef spirituel du Tibet. En un an, il a rencontré des centaines d'intellectuels chinois qui ont témoigné de leur solidarité envers la cause tibétaine. «Un tel résultat ne s'obtient pas par la violence, même si nous n'avons pas la confiance du gouvernement chinois», a-t-il souligné. Alors que le premier ministre chinois met l'accent sur le développement harmonieux de la société, Beijing a tout intérêt à trouver une solution à la crise tibétaine, selon le Prix Nobel de la paix 1989. Car le Tibet est important pour l'image de la Chine. Même si aucun dialogue officiel n'a repris, le Dalaï Lama se dit «très optimiste» à long terme.

La conférence de deux jours organisée à Genève par le

Mouvement international de la réconciliation et l'Association de l'amitié suisse-tibétaine, intitulée «Finding Common Ground», vise à toucher la population chinoise et tibétaine y participent, dont une majorité de Chinois provenant du pays et de la diaspora. Le matin, à son arrivée à l'hôtel Intercontinental de Genève où se tient la conférence, le chef spirituel du Tibet a été accueilli par une cinquantaine de Tibétains en vêtements traditionnels et des sympathisants. Sans tarder, il a donné une première conférence de presse en chinois de laquelle étaient exclus les médias occidentaux.

"L'avenir de la Chine doit être démocratique"

Ensuite, devant les journalistes occidentaux, le Dalaï Lama a relevé le double langage de certains dignitaires communistes chinois qui le critiquent en public tout en affichant sa photo sur leur téléphone portable privé, signe de leur adhésion au bouddhisme. Outre le besoin de spiritualité, l'avenir de la Chine ne peut être que démocratique. «C'est logique», a-t-il dit. Egalement présent, Samdhong Rinpoche, président de l'administration centrale du Tibet réélu en 2006, attend d'ailleurs de tout pays démocratique, dont la Suisse, qu'il soulève la question des droits de l'homme au Tibet lors de ses relations bilatérales avec la Chine. Le Tibet demande à être autonome dans le cadre autorisé par la République populaire de Chine, a ajouté le Dalaï Lama.

Source : *tsr.ch*

«PÉKIN VA CHANGER. DANS LES CINQ ANS»

07 août 2009

Il est passé tout droit. Curieusement, le Dalaï Lama n'a pas vraiment pris le temps de saluer la haie d'honneur qui l'attendait hier matin à l'entrée de l'Hôtel Intercontinental. Une première conférence de presse l'attendait. En chinois exclusivement. Puis une seconde, en anglais, pour la presse internationale. Rigolard, le chef tibétain s'est livré à une performance franchement décousue, ponctuée de blagues et autres digressions. Le tout en introduction à une conférence qui réunit jusqu'à samedi une centaine d'intellectuels tibétains et chinois en exil. Suite à l'échec du dialogue avec Pékin, il compte désormais sur le soutien de la société civile chinoise. C'est ce qui ressort de trois des questions posées par les médias.

Face à la Chine, vous estimez que la lutte armée serait suicidaire. Soit. Mais le combat non-violent, qu'a-t-il accompli pour le peuple tibétain?

Sur un point, c'est vrai, la non-violence a échoué: elle ne nous a pas permis d'établir une relation de confiance entre le pouvoir à Pékin et nous. Par contre, bien des intellectuels chinois de l'ethnie majoritaire Han expriment à présent leur solidarité avec notre cause. Cette dernière année, j'en ai rencontré plus de trois cents. Et des voix critiques s'élèvent en Chine même. Vous pensez bien que cela n'aurait jamais été possible si nous nous étions mis à agresser les Hans!

Vous appelez la Chine à choisir la démocratie. Mais vous

aviez déjà lancé le même appel il y a dix ans. Qu'est-ce qui vous fait croire que la situation pourrait changer? D'abord, je crois que le destin de tout pays est d'évoluer vers la démocratie. Or, le communisme chinois, dont j'apprécie les motivations sociales initiales, traverse une phase de capitalisme autoritaire qui n'a pas d'avenir à mon sens. Le plus souvent, la corruption qui gangrène le pays est le fait de membres du Parti. Ce n'est pas tenable! Le changement viendra...

Peut-être. Mais dans combien de temps? Et dans quelle direction?

J'ai foi dans le bon sens d'une partie des dirigeants communistes. Bien sûr, les plus radicaux sont figés. Mais d'autres voient bien qu'à long terme leur pays a tout à gagner au changement. Je m'attends à ce que les lignes bougent d'ici à cinq ans. Vous savez, le régime à Pékin a connu différentes époques. La première était très idéologique. Durant la seconde, les Chinois obéissaient à l'injonction de s'enrichir. La troisième a vu l'émergence d'une classe moyenne. La prochaine est en débat au sein du pouvoir en ce moment même. Alors même si je suis pessimiste pour le sort immédiat de mon peuple, je reste très optimiste pour l'avenir.

Source : *tdg.ch*

20 TIBÉTAINS ARRÊTÉS À SERSHUL POUR DISSIDENCE

31 août 2009

Les autorités chinoises dans le comté de Sershul, préfecture de Kardze dans la province du Sichuan, ont arrêté depuis samedi 20 Tibétains dont deux mineurs en relation avec deux incidents distincts de protestations contre la Chine, selon la radio Voice of Tibet.

Les arrestations se sont produites après qu'un groupe de Tibétains ait descendu et déchiré un drapeau national chinois à la veille de l'inauguration du nouveau hall du monastère de Tashi Gephel Ling à Chaktsa dans le bidonville de Zakay, a indiqué à la radio Sonam Dakpa. Le jour de l'inauguration le 28 août, quelques résidents ont chanté des mélodies en l'honneur du leader spirituel tibétain en exil, le Dalaï Lama ainsi que d'autres chansons politiquement interdites lors d'une réunion réunissant près de mille personnes. « On m'a dit qu'ils ont écrit - l'indépendance pour le Tibet - et d'autres slogans pro-Tibet sur les morceaux déchirés du drapeau chinois qui a été remplacé par un drapeau national tibétain » a indiqué Sonam au téléphone. Aucune arrestation n'a été faite le jour même. Cependant, la police chinoise a ouvert une enquête et commencé à traquer les suspects à partir du 29 août.

A Tharshul, Dhamchoe 14 ans et son frère Sonam Yonten, 10 ans étaient parmi ceux arrêtés pour avoir chanté des chansons en l'honneur du Dalaï Lama. Dechen Trinlay Rinpoche du monastère de Chaktsa, Thambo, Yagar, Dawa, Nemel, Loyak, Thinlay Nima, Dagyam, Thupo, Sonam, Tharshong, Sheba et six autres personnes ont également été arrêtés en relation avec ces incidents. Selon Sonam, la situation dans le secteur est tendue et les autorités envoient des troupes pour mater tout signe de dissidence. « À l'heure actuelle, l'atmosphère est très tendue. Les gens ont vu environ vingt camions militaires dans le secteur, » a-t-il ajouté. Les personnes arrêtées sont actuellement détenues à la prison du comté de Sershul.

Source : Phayul

LE DALAÏ LAMA ACCUEILLI PAR PLUS DE 10.000 PERSONNES À TAIWAN

1^{er} septembre 2009

Le Dalaï Lama, chef spirituel des Tibétains, en visite à Taïwan, a été accueilli mardi par plus de 10.000 personnes pour une cérémonie dédiée aux victimes du typhon Morakot qui a fait au moins 571 morts sur l'île. "Mon but ici est d'obtenir la bénédiction des victimes du typhon et de conjurer leur malheur", a déclaré le Dalaï Lama, devant la foule rassemblée dans un stade de Kaohsiung, dans le sud de l'île. Arrivé dimanche soir à Taïwan, le chef spirituel tibétain a répété que son voyage de cinq jours était uniquement à but humanitaire et ne revêtait aucune dimension politique. Lundi, il a visité Hsiaolin, un village du sud de l'île où au moins 424 personnes sont mortes et a fait l'éloge de la démocratie taïwanaise, appelant les Taïwanais à "la préserver". Une conférence de presse qu'il devait tenir lundi à Kaohsiung, dans le sud de l'île, a été annulée, après qu'un responsable du Kuomintang, le parti au pouvoir, eut souligné que des questions susceptibles de déranger Pékin pourraient être posées. Le Dalaï Lama a été invité à Taïwan par le parti d'opposition démocratique progressiste (DPP), indépendantiste. Peu après son arrivée, le gouvernement chinois a averti que cette visite allait "nécessairement avoir une influence négative sur les relations entre la Chine continentale et Taïwan". Avant son arrivée sur l'île nationaliste que la Chine considère comme une de ses provinces, Pékin avait exprimé "résolument" son opposi-

tion à ce déplacement. Mardi, comme la veille, des groupes de manifestants, pour la plupart favorables au rapprochement avec la Chine, ont critiqué la visite du Dalaï Lama. "Dalaï Lama, barbare et militant", pouvait-on lire sur une banderole brandie devant son hôtel à Kaohsiung, par une trentaine de membres du Taiwan Labour Party, une petite organisation favorable à l'unification avec la Chine. "Les relations avec la Chine sont très importantes. La visite du Dalaï Lama à Taïwan est une erreur, car sa présence est trop sensible", a estimé Wu Rong-yuan, le président de ce petit parti. Pour Chi Hsing, présidente de l'Alliance pour la réunification de la Chine, également fermement opposée à sa visite, "le Dalaï Lama est plus qu'un moine bouddhiste. C'est un séparatiste qui se consacre depuis longtemps à l'indépendance du Tibet". Mardi, la presse taïwanaise évoquait de possibles réactions de la Chine à cette visite. Lundi, une délégation chinoise, conduite par le vice-gouverneur de la banque centrale chinoise, Su Ning, et qui devait participer à une conférence sur la finance organisée par une fondation taïwanaise, a annulé sa visite. "Ils nous ont prévenus qu'ils ne pouvaient pas venir (...) pour une raison technique. Mais vous comme moi savons la raison", a expliqué le président de la Fondation pour la Finance de Taipei, Sunny Chou. Par ailleurs, selon le Taipei Times, la Chine pourrait ne pas participer samedi à Taipei à l'ouverture des Deaflympics, compétition multisports réservées aux sourds.

Source : lepoint.fr

UN TÉMOIGNAGE VIDÉO D'UN TIBÉTAIN EST SORTI DU TIBET

7 septembre 2009

Un témoignage vidéo d'un Tibétain, s'opposant à l'occupation chinoise et manifestant son allégeance envers le Dalaï Lama a pu franchir le contrôle des gardes frontières de la sécurité chinoise. Un moine du monastère de Gyitsang Gaden dans le district de Sangchu, (Ch : Xiahe), sous l'administration de « la Préfecture Autonome Tibétaine de Kanlho », dans la province de Gansu, monsieur Kalsang Tsultrim, appelé par ses amis Gyitsang Takmig, a enregistré son propre message destiné à la Communauté Internationale et aux Tibétains. Il a fait sortir son témoignage du Tibet, sans aucune peur des représailles ultérieures, et a demandé à la Communauté Internationale d'agir promptement sur le sort du peuple tibétain qui est victime des violations des Droits de l'Homme au Tibet. « Le temps du témoignage en vidéo dure environ une heure, il a été enregistré le 18 juillet 2009, et plus tard a été édité, après un mixage avec des images relatives à d'autres événements, pour une version finale dans un VCD. Ce dernier a été largement distribué dans les régions tibétaines des provinces de Gansu, de Qinghai, et du Sichuan » ; ceci a été rapporté par l'ONG tibétaine TCHRD sur son site d'informations.

Selon la source qui a apporté le VCD au Centre, Kalsang est connu pour ses écrits, poésies, etc. Il avait même écrit un livre. "Kalsang Tsultrim souhaite distribuer cette vidéo autant que possible à l'intérieur du Tibet, afin d'éduquer premièrement les illettrés, ensuite, le public tibétain en général qui a été nourri avec une dose quotidienne de propagande financée par le gouvernement chinois", dit la source. Le témoignage en vidéo de Kalsang Tsultrim touche également les événements récents au Tibet, ainsi que la politique tibétaine du gouvernement chinois qui conduit au déplacement d'un large nombre

UN MOINE TIBÉTAIN MORT DANS UNE PRISON CHINOISE

10 septembre 2009

Phuntsok Lhundup, 32 ans, avait disparu depuis son arrestation le 10 mars 2008. Son corps a été rendu à sa famille. Il serait décédé mi-août, à la suite de tortures subies en détention

Agé de 32 ans, Phuntsok Lhundup, moine bouddhiste du monastère de Drepung, avait été arrêté le 10 mars 2008 lors des manifestations non-violentes à Lhassa, au Tibet. Depuis, sa famille pas plus que son monastère n'avaient pu obtenir de nouvelles de lui. Jusqu'à ce que son cadavre soit remis à ses proches en août, comme l'annonce Asianews, agence catholique spécialisée dans les questions religieuses en Asie. Selon le Centre tibétain pour les droits de l'homme et la

TROIS TIBÉTAINS SUBISSENT DE TRÈS LOURDES PEINES D'EMPRISONNEMENT POUR AVOIR COMMUNIQUÉ

15 septembre 2009

Trois Tibétains subissent de très lourdes peines d'emprisonnement qui vont de la réclusion perpétuelle à huit ans d'emprisonnement. Les charges retenues contre les accusés sont d'avoir porté à la connaissance du monde extérieur, des informations concernant les manifestations de mars 2008 dans la capitale tibétaine.

Trois anciens prisonniers politiques, - Wangdue, Phuntsok Dorjee et Tsewang Dorjee ont pris connaissance de leurs condamnations rendues par la « Cour intermédiaire populaire de Lhassa » en octobre 2008.

de nomades tibétains, au nom du progrès et du développement. En réalité, elle porte atteinte au mode de vie des nomades tibétains et l'extraction à l'excès des ressources naturelles. Cette politique détruit aussi l'environnement fragile du Tibet et les Tibétains sont marginalisés socialement et économiquement. Monsieur Kalsang a lancé un appel aux Nations Unies et à la Communauté Internationale en leur rappelant qu'ils ont l'obligation morale et juridique de s'exprimer au nom du peuple tibétain à l'intérieur du Tibet qui vit dans une terreur constante et sous une répression brutale. Monsieur Kalsang a rétorqué que la législation chinoise sur « l'Autonomie Régionale Nationale » dit que la constitution chinoise garanti les droits fondamentaux des Minorités nationales incluant les Tibétains. Mais en réalité, c'est un scénario complètement différent où nos droits fondamentaux ne sont pas du tout respectés. Le Tibet est gouverné comme juste une autre région ou un territoire de la « République populaire de Chine », mais rien n'est fait pour bâtir la « société harmonieuse que le gouvernement a promise » Le Centre Tibétain pour les droits de l'Homme et la Démocratie, commente le message vidéo, comme un exercice légitime du droit fondamental de la liberté d'expression et du droit à l'opinion qui figurent dans la Constitution chinoise ainsi que dans les conventions internationales d'importance majeure dont la Chine fait partie. Le Centre affirme que les opinions exprimées dans la vidéo ne sont pas seulement la voix de Kalsang Tsultrim mais celles de nombreuses personnes.

Cette vidéo peut être obtenue en contactant le Centre, à l'adresse du courrier électronique suivant : office@tchrd.org
Source : phayul.com ; tibet.fr

démocratie, le moine, originaire du village No.8, Tso-doe, dans le comté de Phenpo Lhundup, près de Lhassa, serait décédé en prison vers la mi-août, sous le coup des tortures, mauvais traitements et de l'isolement. Le 10 mars 2008, le jeune Phuntsok avait participé avec 300 autres moines de Drepung à une marche pacifique pour protester contre la politique chinoise au Tibet. Lui et des dizaines d'autres avaient été arrêtés par les forces de sécurité. A ce jour, le monastère de Drepung est toujours sans nouvelles d'un autre moine, arrêté lui aussi il y a plus d'un an.

Monsieur Wangdue, âgé de 39 ans, originaire du district de Taktse sous la municipalité de Lhassa, a été condamné à la réclusion perpétuelle assortie de la privation des droits politiques jusqu'à la fin de sa vie.

Auparavant, il a déjà passé trois ans dans la prison de Sangyi à Lhassa pour avoir participé aux manifestations du 8 mars 1989, quand il était moine de Tsuglag Khang.

En 1991, il a rejoint ses codétenus dans la campagne pacifique pour commémorer la chute de Chamdo sous le gouvernement chinois ce qui lui a coûté une prolongation de sa détention de quatre ans. Il a été libéré de la prison de Drabchi de Lhassa en 1999. Depuis il a travaillé avec une ONG afin de sensibiliser les populations locales sur la maladie du sida à Lhassa. Il s'est marié et a des enfants.

Monsieur Phuntsok Dorjee, âgé de 40 ans, ancien salarié de l'hôtel de Gangjong à Lhassa, a été condamné à 9 ans d'emprisonnement. Il s'est vu retirer ses droits politiques pendant cinq ans. En 1989, le gouvernement chinois l'a

condamné à dix ans d'emprisonnement pour ses rôles dans les campagnes politiques. Sa peine de dix ans de prison a été réduite à huit ans. En prison, il avait travaillé en tant que cuisinier .

Monsieur Tsewang Dorjee, âgé de 40 ans, né dans le district de Pasho sous « la Préfecture Autonome Tibétaine » de Chamdo, a écopé d'une peine de huit ans d'emprisonnement, assortie de la privation de ses droits politiques pendant cinq ans. Il était un résident à titre permanent dans le quartier de Tsemon-Ling à Lhassa et c'est un peintre de profession. En mars 1989, il a été condamné à trois ans d'emprisonnement dans la prison de Sangyilb pour sa participation aux manifestations pacifiques à Lhassa.

Source: *Tibet.fr*

TIBET: UNE DÉLÉGATION UE LOUE L'ÉCONOMIE, RELATIVISE LES DROITS DE L'HOMME

18 septembre 2009

La toute première délégation européenne à se rendre au Tibet a fait l'éloge vendredi, à son retour à Bruxelles, du boom économique de cette région, en relativisant les problèmes de droits de l'Homme sous les yeux approbateurs de l'ambassadeur de la Chine auprès de l'UE. Cette délégation de trois personnes, conduite par l'Italien Mario Sepi, président du Comité économique et social européen (CESE), une des institutions de l'Union européenne qui rassemble des personnalités de la société civile, a estimé que les problèmes qui se manifestaient au Tibet pouvaient être comparés à ceux rencontrés dans le Mezzogiorno, le sud déshérité italien ou au sud Tyrol, une région du nord de l'Italie germanophone. M. Sepi et les membres de sa délégation sont restés quatre jours au Tibet, essentiellement à Lhassa, à l'invitation du Comité économique et social chinois. Ils ont eu plusieurs entretiens avec des responsables chinois. Mais ils n'ont rencontré aucun opposant. "Il y a beaucoup de policiers qui contrôlent dans les rues", a constaté M. Sepi mais, a-t-il ajouté, "nous avons pu parler librement avec les Tibétains...grâce à notre interprète". Cette visite, approuvée par le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a été financée avec "l'argent du contribuable européen", a dit M. Sepi.

Le numéro deux de la délégation, l'Allemand Peter Clever a également noté "une forte présence des forces de sécurité" à Lhassa. "De mon point de vue, cela contribue à créer une sen-

sation de menace", a-t-il dit avant d'ajouter que ce sentiment était "personnel et subjectif car (il) n'est pas expert sur les questions de sécurité".

"Le problème des droits de l'homme est essentiel mais il faut aussi prendre en compte le développement économique et la justice sociale. Il faut tenir compte de tous les paramètres", a dit M. Sepi, approuvé d'un hochement de tête par M. Zhe Song, l'ambassadeur chinois auprès de l'UE. Le développement économique du Tibet est "impressionnant", a poursuivi M. Sepi. Il a rendu un hommage appuyé au système de protection sociale en vigueur dans le territoire himalayen. Le représentant européen a raconté avoir été impressionné lors d'une visite d'une école primaire en voyant des enfants qui "portaient le costume traditionnel et apprenaient l'anglais". Cela illustre, selon lui, que le maintien des traditions va de pair au Tibet avec le développement économique et social. Le responsable européen a concédé que "les conséquences des événements" de mars 2008 continuaient à peser sur le Tibet. "La crise n'est pas terminée", a-t-il dit.

En 2008, des manifestations avaient dégénéré à Lhassa et dans les régions peuplées de minorités tibétaines, faisant 21 morts selon Pékin, dus aux manifestants, et quelque 200 selon le gouvernement tibétain en exil.

M. Sepi a estimé que le fait d'accepter l'invitation chinoise pour se rendre au Tibet a été "un acte de courage" car "on nous avait mis en garde contre le risque d'instrumentalisation du CESE par le gouvernement chinois".

Source: *AFP*

LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS VEUT "ÉCRASER" LE SÉPARATISME ETHNIQUE

18 septembre 2009

Le Comité central du parti communiste chinois s'est dit déterminé à "écraser" le séparatisme à caractère ethnique, a annoncé vendredi l'agence Chine Nouvelle à l'issue de la réunion de cette instance. Deux mois et demi après les émeutes interethniques dans le Xinjiang musulman (nord-ouest) qui ont fait quelque 200 morts, de source officielle, le Comité central s'est dit déterminé à "empêcher de manière efficace et écraser résolument les activités séparatistes liées aux questions ethniques". Le parti va également lancer une campagne "éducative, de masse et en profondeur sur l'unité ethnique" dans le pays aux 56 communautés ethniques mais où les Hans sont largement majoritaires, a précisé l'agence officielle, publiant un long communiqué sur le plénum qui s'est tenu à huis clos pendant quatre jours à Pékin. La session de cet organe dirigeant du PCC, à laquelle ont participé 194 membres de ce Parti qui en compte quelque 76 millions, a eu lieu dans un contexte de fortes tensions au Xinjiang musulman et à l'approche de l'anniversaire du 60e anniversaire de l'arrivée au pouvoir des communistes le 1er octobre. Des mesures sécuritaires exceptionnelles ont été prises avant les festivités, par crainte de troubles ou d'attentats lors de la parade militaire et des festivités.

Au Xinjiang, la situation reste volatile après les émeutes de début juillet. Début septembre, de mystérieuses attaques à la seringue, dont ont été victimes un demi-millier de personnes, essentiellement des Hans, ont semé un début de psychose dans la région autonome située aux confins de l'Asie centrale et majoritairement peuplée de Ouïghours musulmans. En une semaine, sept personnes au total ont été condamnées pour ces attaques, à de lourdes peines allant jusqu'à 15 ans de prison. La Chine est essentiellement en butte à une rébellion larvée au Xinjiang, ainsi qu'au Tibet, deux régions autonomes peuplées de minorités ethniques, mais pas à un séparatisme actif ni organisé, selon les experts. Le communiqué du plénum explique par ailleurs qu'il est "essentiel de développer une relation ethnique socialiste dans laquelle figurent l'égalité, l'unité, l'assistance mutuelle et l'har-

nie". Il est aussi nécessaire, toujours selon ce texte, de "promouvoir le développement économique et social dans les zones ethniques". Comme les Tibétains, les Ouïghours du Xinjiang se plaignent de la politique de sinisation accélérée de leur région et de discriminations culturelles et religieuses.

Source : lepoint.fr

LE TIBET FERMÉ AUX TOURISTES

20 septembre 2009

Craignant probablement des manifestations, le gouvernement chinois a cessé, depuis dimanche (20 septembre), de délivrer des visas de tourisme pour le Tibet. La mesure se prolongera jusqu'au 8 octobre prochain.

La Chine doit célébrer les 60 ans de la naissance de la République populaire de Chine le 1er octobre. Le Tibet est sous le joug du communisme chinois depuis l'invasion du pays par l'armée populaire de Chine en 1950.

Même si les célébrations n'ont lieu qu'en Chine, les autorités semblent craindre une effervescence populaire de la part des Tibétains, surtout après les tristes événements de Lhassa, en 2008, qui avaient fait près d'une centaine de morts. Les touristes se trouvant déjà au Tibet seront tolérés, mais feront l'objet d'une étroite surveillance.

Source : canoe.ca

MANIFESTATION DE TIBÉTAINS EN MARGE DU G20 DE PITTSBURGH

25 septembre 2009

Une centaine de Tibétains ont défilé jeudi dans les rues de Pittsburgh (Pennsylvanie, est) pour dénoncer "l'occupation chinoise du Tibet depuis cinquante ans" alors que le président chinois doit participer au sommet du G20, a constaté l'AFP. "Nous sommes là pour dénoncer l'occupation illégale par la Chine du territoire du Tibet", a affirmé Pema Gyalpo, un militant tibétain de New York. "Le président Hu Jintao est un meurtrier plutôt qu'un dignitaire qui mérite d'être respecté par le monde entier. Il n'est pas le bienvenu en Amérique, le pays de la liberté", a affirmé ce protestataire. "Les Tibétains ont été brutalement réprimés par la Chine dont le président est honoré aujourd'hui", a ajouté Alan Loryfice, un Américain de New York participant à cette manifestation qui rassemblait une centaine de Tibétains vêtus de jaune, venus de Chicago, New York et Boston.

Le Dalaï Lama, chef spirituel des Tibétains, a entamé mardi une visite de plus de deux semaines en Amérique du Nord.

Source : AFP



Voici la réponse du Dalaï Lama aux journaliste alors qu'ils l'interviewaient sur l'épidémie de grippe !